

GE_GERICHTE DAS/75/2014 vom 22. April 2014

GE Cour de justice, 2014-04-22, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_DAS_75_2014

FR: GE_GERICHTE DAS/75/2014 du 22 avril 2014

IT: GE_GERICHTE DAS/75/2014 del 22 aprile 2014

Erwägungen

E. 1.1

Le CPC ne s'applique ni aux mesures de sûreté successorales (art. 551 et ss CC), ni à la procédure de bénéfice d'inventaire (art. 580 et ss CC; HOHL, Procédure civile, Tome II, 2ème éd., 2010, n° 1072, p. 198; PIOTET, La nouvelle délimitation entre règles fédérales et cantonales de procédure civile, in Procédure civile suisse : les grands thèmes pour les praticiens, n° 68 et ss, p. 21 et ss). Cependant, la procédure en la matière n'étant pas réglée de manière exhaustive par le droit cantonal genevois, les dispositions de ce code sont appliquées à titre de droit cantonal supplétif dans les domaines non régis par les règles de procédure cantonales, sous réserve de leur compatibilité avec la maxime d'office applicable aux mesures successorales tant en première qu'en seconde instance et avec la nature desdites mesures.

E. 1.2

Les décisions finales et incidentes du juge de paix en matière successorale, qui relèvent de la juridiction gracieuse et sont soumises à la procédure sommaire (art. 248 let. e CPC), sont susceptibles d'un appel ou d'un recours dans le délai de dix jours (art. 314 al. 1 et 321 al. 2 CPC) selon que la valeur litigieuse est ou non d'au moins 10'000 fr (art. 308 al. 2 CPC). En l'occurrence, la Cour de céans, autorité de recours contre les décisions du juge de paix (art. 120 al. 2 LOJ), a été saisie dans le délai et suivant la forme prescrite. La cause est de nature pécuniaire (arrêt du Tribunal fédéral 5A_725/2010 du 12 mai 2011 consid. 1.2) et, au vu des biens mentionnés dans les dispositions testamentaires du de cujus et dans le cadre de l'action judiciaire en annulation des

- 5/8 -

C/20563/2012-AS dispositions testamentaires, réduction, rapport et partage, la valeur litigieuse de la succession est supérieure à 10'000 fr.

La décision querellée, qui ordonne la poursuite d'une procédure d'inventaire au sens des art. 580 et ss CC, ne revêt pas de caractère final. La question de savoir si elle est de nature incidente - puisque, si la Cour statue dans le sens requis par l'appelante, à savoir "lève" (recte : ordonne la clôture de) la procédure de bénéfice d'inventaire, elle rendrait une décision finale - ou s'il s'agit d'une autre décision de procédure - ce qui aurait pour conséquence qu'elle ne serait susceptible que d'un recours aux conditions de l'art. 319 let. b ch. 2 CPC - peut pour le surplus demeurer indéterminée. En effet, l'appel (respectivement le recours) devrait dans les deux cas être rejeté, s'il est déclaré recevable.

E. 2.1

Contrairement à l'inventaire conservatoire de l'art. 553 CC qui vise uniquement à assurer la conservation, la gestion et la dévolution des biens de la succession (arrêt du Tribunal fédéral

5A_686/2011 du 28 novembre 2011 consid. 2; STEINAUER, *Le droit des successions*, 2006, n. 867 s.), la décision relative au bénéfice d'inventaire selon les art. 580 ss CC est destinée à produire des effets de droit matériel, puisqu'elle permet à l'héritier d'obtenir une vue claire de l'état de la succession avant de se déterminer (à savoir non seulement d'accepter purement et simplement la succession ou la répudier, mais également demander la liquidation officielle ou accepter la succession sous bénéfice d'inventaire) et de limiter sa responsabilité pour les dettes du de cujus (arrêt du Tribunal fédéral 5P.155/2001 du 24 juillet 2011 consid. 2a; STEINAUER, op. cit, n. 1008 et 1030; PIOTET, *Droit successoral, Traité de droit privé suisse IV*, 1975, p. 714; WISSMANN, *Basler Kommentar*, 2011, n° 11 ss ad Vorb. art. 580-592 CC; ENGLER, in *Erbrecht, Praxiskommentar*, 2007, n° 1 ad Vorbem. zu art. 580 ss CC). L'autorité compétente en matière de bénéfice d'inventaire (soit à Genève le juge de paix (art. 3 al. 1 let. h LaCC), est chargée, après avoir ordonné l'inventaire (art. 580 al. 2 CC), à procéder à celui-ci conformément aux dispositions des art. 581 al. 1, 582 et 587 CC, dans les formes prévues par le droit cantonal, et à enregistrer l'option des héritiers après les avoir sommés de se déterminer. Cette autorité n'a toutefois pas compétence de trancher les questions de droit matériel, qui relèvent du seul juge civil et, plus spécifiquement, le certificat d'héritier qu'elle peut être amené à dresser à l'issue de la procédure de bénéfice d'inventaire ne revêt qu'un caractère provisoire et ne détermine pas de manière définitive la qualité des héritiers venant à celle-ci (ATF 118 III 318 consid. 2.2.2, JdT 2002 I p. 479, et réf. citées; plus récemment, arrêt du Tribunal fédéral 5A_495/2010 du 10 janvier 2011, consid. 2.3.2 et réf. citées). Certes, il ne peut être exclu que l'intentât d'une action en réduction ou en partage constitue un acte d'immixtion dans la succession au sens de l'art. 572 CC (en particulier: TUOR/PICENONI, op. cit n. 10 ad art. 571 CC; SCHWANDER,

- 6/8 -

C/20563/2012-AS Commentaire Bâlois du CC, n. 5 ad art. 571 CC). Toutefois, et même si la décision du 19 septembre 2013 n'est pas l'objet du présent appel, il faut relever qu'il n'appartenait pas au juge de paix de statuer, ainsi qu'il l'a fait, sur la question de savoir si l'introduction d'une telle action était in casu de nature à priver ou non C_____ de ses droits d'option dans la procédure de bénéfice d'inventaire en cours. La résolution de cette question de droit matériel est en effet de la compétence exclusive du juge civil. Cette autorité ne pouvait d'autre part pas "prendre acte" d'une acceptation pure et simple de la succession par cet héritier, faute d'avoir reçu une déclaration expresse en ce sens de sa part et la procédure de bénéfice d'inventaire étant encore en cours. En effet, l'héritier qui garde le silence, qui ne se détermine pas dans le délai qui lui est imparti ou qui ne précise pas la portée de son acceptation est réputé avoir accepté la succession sous bénéfice d'inventaire (art. 588 al. 2 CC; entre autres auteurs : PIOTET, *Traité de droit suisse IV, Droit des successions* §101 p. 722). Pour le surplus, il n'est pas soutenu que le bénéfice d'inventaire aurait été ordonné à tort, au motif que C_____ aurait été, au moment où il l'a requis, déjà déchu de son droit de répudier (art. 580 al. 1 CC). Au contraire, l'appelante soutient que celui-ci ne s'est immiscé dans la succession qu'une fois la procédure de bénéfice d'inventaire engagée, en agissant judiciairement le 19 septembre 2013.

E. 2.2

Une fois que la procédure de bénéfice d'inventaire – qui profite à l'ensemble des héritiers (art. 580 al. 3 CC) – a été ordonnée, elle peut être interrompue que parce qu'elle a perdu son sens, à savoir lorsque tous les héritiers y renoncent, en déclarent soit accepter la succession

purement et simplement, soit la répudier (COUCHEPIN/MAIRE, op. cit. n. 22/23 ad art. 580 CC; WISSMANN, op. cit., n. 15 ad art. 580 CC; ENGLER, op. cit., n. 23 ad art. 580 CC). Cette condition n'est toutefois pas remplie en l'espèce, ni l'un ni l'autre des héritiers n'ayant expressément déclaré au juge de paix soit répudier, soit demander la liquidation officielle, soit encore accepter la succession purement et simplement, étant rappelé qu'il ne peut être question d'accepter une succession sous bénéfice d'inventaire lorsque celui-ci n'a pas été mené à chef.

Les conséquences sur les possibilités d'opter qu'entraîne pour l'héritier d'une immixtion dans la succession durant la procédure de bénéfice d'inventaire font d'ailleurs l'objet de discussions dans la doctrine. Certains auteurs distinguent la position de l'héritier ayant requis l'inventaire, qui demeure libre de son choix en toutes circonstances ("unter allen Umständen") des autres héritiers, auxquels la requête profite en application de l'art. 580 al. 3 CC, et qui ne doivent pas, par leur comportement, déjà opérer leur choix (STEINAUER, op. cit., n. 1032 p. 494; ESCHER, Commentaire zurichois, n. 14 ad art. 581 CC). Par ailleurs, pour certains auteurs, une telle immixtion dans les affaires de la succession exclut non seulement la répudiation et la liquidation officielle, mais également l'acceptation

- 7/8 -

C/20563/2012-AS sous bénéfice d'inventaire, alors que pour d'autres, cette dernière demeure possible (pour la position du problème STEINAUER, op. cit., loc. cit. et réf. citées sous note marginale 37). Il n'incombe toutefois pas au juge de paix, mais au juge civil, de se prononcer sur les conséquences qui précèdent, qui relèvent du droit matériel.

E. 2.3

Dans ces conditions, seule la poursuite de la procédure d'inventaire jusqu'à sa clôture aux conditions de l'art. 584 CC permet de ne pas priver non seulement l'héritier ayant requis le bénéfice d'inventaire, mais également l'appelante (qui n'a pas fait connaître expressément au juge de paix la position qu'elle entend prendre dans la succession) du choix prévu à l'art. 588 CC.

La décision querellée, qui ne consacre aucune violation de la loi, sera, partant, confirmée.

E. 3

L'appelante, qui succombe, supportera les frais de l'appel arrêtés à 500 fr. et qui sont d'ores et déjà couverts par l'avance de frais qu'elle a versée. Elle sera condamnée à verser des dépens à C_____, fixés à 2'000 fr. compte tenu de la nature de la cause et du caractère très succinct de l'écriture de réponse de celui-ci.

E. 4

Le présent arrêt statue sur une décision sans caractère final, dans le cadre d'une succession dont la substance représente plus de 30'000 fr. Elle est susceptible d'un recours au Tribunal fédéral, aux conditions de l'art. 93 LTF. * * * * *

- 8/8 -

C/20563/2012-AS PAR CES MOTIFS, La Chambre civile : A la forme : Déclare recevable l'appel interjeté par A_____ contre la décision DJP/74/2014 rendue le 11 février 2014 par le juge de paix dans la cause C/20563/2012. Au fond : Confirme cette décision. Déboute les parties de toutes autres conclusions. Sur les frais : Arrête les frais de l'appel à 500 fr., les met à la charge de A_____ et dit que l'avance de frais de même montant est acquise à

l'Etat. Condamne A_____ à verser 2'000 fr. à C_____ à titre de dépens. Siégeant :
Monsieur Jean-Marc STRUBIN, président; Madame Marguerite JACOT-DES- COMBES
et Monsieur Cédric-Laurent MICHEL, juges; Madame Carmen FRAGA, greffière.

Indication des voies de recours :

Conformément aux art. 72 ss de la loi fédérale sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005 (LTF : RS 173.110), le présent arrêt peut être porté dans les trente jours qui suivent sa notification avec expédition complète (art. 100 al. 1 LTF) par-devant le Tribunal fédéral par la voie du recours en matière civile.

Le recours doit être adressé au Tribunal fédéral, 1000 Lausanne 14.

Valeur litigieuse: cf. considérant 4.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.